

La notion de Génocide

Allemagne, Cambodge, Rwanda... Trois pays qui ont en commun un triste record : celui d'avoir été le théâtre d'un génocide. Ce sont les plus connus mais non les seuls...

Baptisé le « crime des crimes », le génocide est considéré comme le crime le plus grave et le plus abject des crimes internationaux. Le mot vient de l'association de deux termes : le Genos – en grec – la race, la tribu et du suffixe « cide » en latin – tuer

1. La définition du Génocide

Le crime de génocide est défini par la Convention de 1948 relative à la prévention et à la répression du crime de génocide. Cette définition a été reprise par l'article 6 du Statut de la CPI.

Elle dispose :

Crime de génocide

Aux fins du présent Statut, **on entend par crime de génocide l'un des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :**

- Meurtre de membres du groupe;
- Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Le crime de Génocide est apparu plus récemment que les autres crimes internationaux. Il a d'abord été englobé dans d'autres crimes et notamment dans la notion de crime contre l'humanité. L'article 6 (c) du Statut de Nuremberg englobait le génocide dans la définition des crimes contre l'humanité mais n'en a pas fait un crime séparé.

L'explication se trouve dans l'origine du crime et du mot. Le terme génocide a été inventé par le juriste Raphaël Lemkin dans un article publié à la fin de la 2^{ème} GM. L'idée de Lemkin était de démontrer que les massacres de personnes ou atteintes portées spécifiquement à un groupe pouvaient viser autre chose que la destruction des individus en eux-mêmes et qu'elle pouvait porter sur la volonté de destruction totale ou partielle d'un groupe. Le terme et l'idée étaient trop récents pour pouvoir être intégrés dans le Statut de Nuremberg. Cela étant, les actes génocidaires furent poursuivis sous le vocable de crime contre l'humanité. La situation fût identique en ce qui concerne le Tribunal International de Tokyo. Quelques tribunaux nationaux ou militaires alliés analysèrent la question un peu plus tardivement dans plusieurs affaires alors que la Convention de 1948 était en voie d'adoption.

- La Convention de 1948 possède plusieurs mérites :
 - Elle établit une définition claire de la notion de génocide
 - Elle rend punissable des comportements assimilables au génocide (la participation, la complicité, la planification...
 - Elle oblige à la répression du génocide en temps de guerre comme en temps de paix

- Elle considère la commission ou la participation à un génocide comme source de responsabilité individuelle des auteurs et des complices mais également comme source de responsabilité de l'État réaffirmant par là même le caractère international de ce crime
-
- Mais elle comporte également certaines imperfections ou insuffisances :
 - Elle se limite à réprimer la destruction de certains groupes (ethnique, national religieux ou racial) mais n'englobe pas les destructions qui pourraient être fomentées à l'égard d'autres groupes comme les groupes linguistiques ou politiques. Ce choix était volontaire en 1948 et partait de la volonté de se fonder sur des critères clairs et objectifs. L'appartenance à un groupe « par adhésion » semblait ainsi devoir être écartée (encore que l'appartenance à un groupe religieux puisse se faire par choix...)
 - Les quatre catégories retenues ne sont pas spécifiquement définies
 - Les mécanismes de mise en œuvre et de contrôle de la Convention se sont révélés inadaptés et inopérants : la responsabilité de la répression revenait à l'État. Or, l'État est souvent à l'origine de la commission du génocide. Il y avait donc un paradoxe à rechercher la coopération de l'État là où ce dernier était le plus souvent à l'origine du génocide. La convention de 1948 présente donc la particularité de n'avoir jamais été appliquée telle quelle... Elle faisait pourtant référence à la création d'une Cour pénale internationale future mais celle-ci ne verra le jour qu'en 1998, soit un demi-siècle plus tard...

2. La nature juridique du crime de Génocide

La mise en œuvre de la notion de Génocide s'est heurtée à sa définition et aux fondements qui le composent. Avant la mise en place des TPI *ad hoc*, peu de juridictions ont statué sur le crime de génocide hormis la CIJ qui s'est prononcé très tôt sur son caractère coutumier. Certaines juridictions nationales ont toutefois été confrontées à l'application de la notion de génocide. On peut citer en ce sens la décision de la Cour de district israélienne de Jérusalem du 12 décembre 1961 **EICHMANN** qui fût poursuivi pour crimes contre le peuple juif (la définition était identique à celle du génocide). Bien qu'il ne s'agisse pas d'une juridiction, on peut également mentionner la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies 37/123 D du 16 décembre 1982 au sujet des massacres des camps de *Sabra et Shatila*, où l'Assemblée Générale a qualifié la situation de Génocide.

- L'apport de la jurisprudence de la CIJ en matière de génocide :
 - La jurisprudence de la CIJ se distingue principalement par la confirmation du caractère coutumier du crime de génocide :
 - Ce fût notamment l'apport de **l'avis consultatif de la CIJ du 28 mai 1951 concernant les réserves relatives à la Convention sur la prévention et la répression du génocide** ; Les principes qui sous-tendent la Convention sont des *principes reconnus par les nations civilisées comme liant les États et cela en dépit de toute obligation conventionnelle*.
 - La CIJ fût également saisie dans l'affaire de l'Ex-Yougoslavie sur la commission d'un génocide. Dans une décision **BOSNIE-HERZEGOVINE c. REPUBLIQUE FEDERALE DE**

YOUgoslavie (APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU GENOCIDE) du 11 juillet 1996 relative aux objections préliminaires, elle rappela que les États étaient tenus au titre de leurs obligations conventionnelles de coopérer en ce qui concerne la prévention et la répression du crime de génocide. La CIJ a également précisé que le caractère *erga omnes* de l'obligation signifie que l'obligation de réprimer et prévenir le génocide n'est pas limitée territorialement et que dès lors tout État a le droit d'exiger le respect de cette norme.

- La CIJ rendit enfin une décision sur le fond dans cette affaire **BOSNIE-HERZEGOVINE c. REPUBLIQUE DE SERBIE ET MONTENEGRO (APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU GENOCIDE)** le 27 février 2007 dans laquelle elle reconnût que la République de Serbie avait manqué à son devoir de prévention qui lui incombait au titre de son obligation conventionnelle. En revanche, elle considéra que la République de Serbie ne pouvait être tenue pour responsable du génocide commis en Bosnie-Herzégovine mais qu'elle avait manqué à son obligation de coopération internationale en matière de prévention en ne faisant pas tous les efforts pour livrer Radko Mladic recherché par le TPIY

- L'apport des TPI à la définition des caractères du Génocide

- L'apport du TPIR :

- la jurisprudence **AKAYESU** : dans la première décision rendue par le TPIR, celui-ci va préciser la notion de génocide et contribuer à la cristallisation de ses caractères. La décision du TPIR (§§ 497 et s.) reprend la définition du génocide en explicitant ses termes

497. Contrairement à l'idée couramment répandue, le crime de génocide n'est pas subordonné à l'anéantissement de fait d'un groupe tout entier, mais s'entend dès lors que l'un des actes visés à l'article 2(2)a) à 2(2)e) a été commis dans l'intention spécifique de détruire "tout ou partie" d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

498. Le génocide se distingue d'autres crimes en ce qu'il comporte un dol spécial, ou *dolus specialis*. Le dol spécial d'un crime est l'intention précise, requise comme élément constitutif du crime, qui exige que le criminel ait nettement cherché à provoquer le résultat incriminé. Dès lors, le dol spécial du crime de génocide réside dans "l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel" 498.

□

- Elle fût confirmée par la jurisprudence **KAYISHEMA & RUZINDANA** (§§ 41-49) qui offre une analyse approfondie de cette notion

- L'apport du TPIY :

- La jurisprudence **KRSTIC** : dans cette décision le juge précisa les éléments du génocide au regard de sa définition :

"Le terme génocide désigne toute entreprise criminelle visant à détruire, en tout ou en partie, un type particulier de groupe humain, comme tel, par certains moyens. L'intention spéciale exigée pour le crime de génocide comporte un double élément :

- l'acte ou les actes doit (vent) viser un groupe national, ethnique, racial ou religieux ;
- l'acte ou les actes doit (vent) chercher à détruire tout ou partie de ce groupe."

(Krstic, Chambre de première instance, 2 août 2001, §550)

- Le crime de génocide n'est pas limité aux civils:
" Enfin, l'exigence de l'intention génocidaire ne vaut pas seulement pour les cas où l'auteur vise exclusivement des civils. Si la partie du groupe qu'il cherche à détruire est substantielle, et s'il a l'intention de détruire cette partie en tant que telle, rien dans la définition du génocide n'interdit de le déclarer coupable, lorsque, par exemple, il a tué des soldats détenus, membres d'un groupe protégé en raison de leur appartenance à ce groupe. Il est possible qu'en pratique, l'intention génocidaire vise presque invariablement des civils, mais ce n'est pas là un élément constitutif du génocide." (Krstic, Chambres d'Appel, 19 avril 2004, §226)

"Les conditions rigoureuses qui doivent être remplies pour que l'on puisse prononcer une déclaration de culpabilité pour génocide témoignent de la gravité de ce crime. Ces conditions – la preuve, difficile à apporter, d'une intention spécifique, et la démonstration que c'était l'ensemble du groupe, ou une partie substantielle de celui-ci, qui était voué à l'extinction – écartent le risque que des déclarations de culpabilité pour génocide soient prononcées à la légère. Cependant, lorsque ces conditions sont remplies, le droit ne doit pas répugner à désigner le crime commis par son nom. En cherchant à éliminer une partie des Musulmans de Bosnie, les forces serbes de Bosnie ont commis un génocide. Elles ont œuvré à l'extinction des 40 000 Musulmans de Bosnie qui vivaient à Srebrenica, un groupe qui était représentatif des Musulmans de Bosnie dans leur ensemble. Elles ont dépouillé tous les hommes musulmans faits prisonniers, les soldats, les civils, les vieillards et les enfants de leurs effets personnels et de leurs papiers d'identité, et les ont tués de manière délibérée et méthodique du seul fait de leur identité. Les forces serbes de Bosnie savaient, quand elles se sont lancées dans cette entreprise génocidaire, que le mal qu'elles causaient marquerait à jamais l'ensemble des Musulmans de Bosnie. La Chambre d'appel affirme clairement que le droit condamne expressément les souffrances profondes et durables infligées, et elle donne au massacre de Srebrenica le nom qu'il mérite : un génocide. Les responsables porteront le sceau de l'infamie qui s'attache à ce crime, et les personnes qui envisageraient à l'avenir de commettre un crime aussi odieux seront dès lors mises en garde." (Krstic, Chambres d'Appel, 19 avril 2004, § 37)

- La jurisprudence **JELISIC** : le Tribunal a confirmé les accusations de génocide : malgré la situation et le nombre de victimes, le TPIY a refusé dans l'affaire JELISIC de reconnaître qu'il s'agissait d'un génocide en raison du défaut d'intention de destruction systématique. (v. §§ 78-83)

Le TPIY a apporté beaucoup moins la définition du génocide que le TPIR.

Le procureur tout de même a tenté de faire condamner les accusés pour acte génocidaire.

EXEMPLE : C'est la Jp Jelisic. Exaction dans des camps, au moment du conflit yougoslave il est chargé du contrôle d'un groupe de détenu. Accusé d'avoir battu torturé en leur faisant subir des interrogatoires saugrenus. Victimes abattues généralement. Reconnu coupable de 15 chefs d'accusation, condamné pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Cependant, on n'a pas retenu le crime de génocide. Parce que on ne pouvait pas prouver ni l'élément matériel ni l'élément moral. Les personnes choisies ne l'étaient pas en raison de leur appartenance au groupe. Au fond il a tué ces personnes par volonté de destruction plus que pour détruire le groupe.

Le génocide quel qu'il soit doit démontrer TOUS les éléments, et qu'ils sont reliés les un aux autres.

3. Les Caractéristiques de la notion de Génocide

Le crime de génocide repris à l'article 6 du Statut de la CPI confirme la définition coutumière du crime de génocide bien qu'il apparaisse plus étroit sur un point. Le crime de génocide dans sa définition coutumière comprend la conspiration (notion dérivée du terme *conspiracy* en droit pénal de la *Common Law* et qui pourrait être assimilée à la tentative) qui n'a en effet pas été reprise dans le texte de l'article 6 du Statut de la CPI (il en a même été expressément écarté).

Génocide dans sa définition comprend la conspiration (mm si but n'est pas atteint en gros).

Si on se focalise sur le texte de l'article 6 et caractéristique de génocide on peut diviser en deux groupes :

- **Caractéristiques externes**
 - **Le crime de génocide est imprescriptible n'importe où ni n'importe quand** : la poursuite de l'infraction ou l'exécution de la peine ne peuvent être paralysées par le seul écoulement du temps : Voir en ce sens, l'article 1^{er} de la Convention *sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité*, Rés. 2391(XXIII) en date du 26 novembre 1968, v. égal. l'art. 1^{er} de la Convention du Conseil de l'Europe du 25 janvier 1974.
 - **Le principe de la compétence universelle est également applicable** malgré les termes stricts de la Convention. La poursuite est soustraite du domaine réservé des États. En conséquence, le principe de la compétence universelle autorise tous les États à traduire en justice les personnes présumées responsables d'un acte génocidaire et ceci quel que soit le lieu de commission de l'infraction ou la nationalité de l'auteur et/ou de la victime. Convention de 1948, la poursuite de génocide est de la compétence des Etats. Certains Etats essaient d'échapper à ces obligations.

Est-ce qu'on DOIT arrêter le génocidaire ou bien c'est une faculté?

Du point de vue de la nature du crime c une obligation, si l'Etat ne le veut pas, il doit au moins l'extrader.

- **Le génocide peut être commis en temps de paix comme en temps de guerre et tant contre ses propres nationaux que contre les apatrides, réfugiés ou ressortissants étrangers** tant que les éléments constitutifs sont démontrés

Le génocide peut être commis en temps de guerre comme en temps de paix. Cette extension de la possibilité de poursuivre un génocide hors de la période de conflit armé est encore plus grande. Génocide coïncide souvent avec le conflit. Les actes génocidaires contre des groupes peuvent perdurer dans le temps.

Le génocide peut être commis contre ses propres nationaux. Un français contre tous les français par exemple. La qualité de la victime n'a aucune importance. On peut considérer que le génocide peut être constitué par la destruction d'une partie du groupe national par une autre partie du groupe national.

Le génocide n'est pas forcément lié à l'organisation étatique. **Exemple : le génocide**

Romains.

- **Caractéristiques internes**
 - Le génocide se caractérise **par l'intention de détruire un groupe**, c'est-à-dire par la volonté de disparition ou d'assimilation du groupe, de faire disparaître ou d'assimiler le groupe. Cette caractéristique est plus complexe qu'il n'y paraît car elle impliquera la démonstration de la logique de la destruction, logique qui apparaît assez subjective...
- **Est-ce qu'il y a acte génocidaire si on sépare les hommes des femmes pendant très longtemps ?**

Oui car ça détruit le groupe, plus de reproduction.

- La destruction du groupe visé par l'acte génocidaire peut avoir lieu **en tout ou en partie** : l'absence de définition précise de la « partie d'un groupe » peut donner lieu à interprétation quant à l'ampleur de la destruction

- **En gros il faut combien de morts?**

Génocide est souvent vu comme un grand nombre de victimes. Non, ce n'est pas ça! Même si y a peu de personnes, exemple 20 personnes si on les détruit toutes ou presque c'est un génocide.

- - génocide ne peut porter que sur 4 types de groupes : national ethnique racial ou religieux
- Le groupe ne peut être que :
 - National
 - Ethnique
 - Racial
 - Religieux
 -
- La définition des groupes concernés par les actes génocidaires :
 - **Le groupe national** : ensemble de personnes considérées comme partageant un lien juridique basé sur une citoyenneté commune, jointe à une réciprocité de droits et de devoirs. (**AKAYESU § 512**)
 - **Le groupe ethnique** qualifie généralement un groupe dont les membres partagent une langue ou une culture commune (**AKAYESU § 513**)
 - **Le groupe racial** est fondé sur les traits physiques héréditaires, souvent identifiés à une région géographique, indépendamment des facteurs linguistiques, culturels, nationaux ou religieux

- Le **groupe religieux** est un groupe dont les membres partagent la même religion, confession ou pratique de culte